

Globalisation et systèmes agro-alimentaires de qualité en Italie. Le cas du district de transformation des viandes porcines

1.Introduction

Les quinze dernières années du 20^{ème} siècle ont été le théâtre de changements de grande importance au niveau européen et international. Ces changements sont la conséquence d'une série de mutations structurelles, politiques et culturelles qui ont redéfini de manière radicale la structure des appareils productifs, le système des relations entre les acteurs économiques, ainsi que les contextes institutionnels de référence. Parmi les changements politiques, l'effondrement du bloc communiste en Europe de l'Est a produit un impact profond sur les relations internationales, en touchant l'ensemble de leurs aspects. Ainsi pour donner un exemple parmi tant d'autres, on peut citer l'affirmation culturelle générale, sans plus d'obstacles, des valeurs libérales et de la suprématie du marché comme élément fondamental de régulation des relations entre les pays et entre les acteurs socio-économiques. D'un autre côté, l'ouverture graduelle des économies communistes a donné, surtout en Europe, une occasion formidable d'investissement, de réorganisation de la production et des marchés des débouchés. Tout cela a accéléré le processus d'internationalisation, comme en témoigne la création de l'OMC en substitution au GATT, ceci après atterroissement de presque cinquante ans.

De son côté, durant la même période, l'UE a commencé des réformes importantes, dans le but de consolider le processus d'intégration entre les pays membres. On peut rappeler dans ce cadre les deux moments les plus significatifs de l'approfondissement du processus d'intégration économique, le Marché Unique de 1992 et par la suite l'Union Économique et Monétaire. Au même temps, à côté de l'approfondissement du processus d'intégration, l'UE s'est aussi engagée sur le front de l'élargissement, avec un investissement considérable d'énergies politiques et financières pour se préparer à faire face aux défis qu'un tel élargissement ne manquera pas de poser. L'élan donné aux actions structurelles et, de manière plus générale, aux politiques de cohésion, représentent des éléments significatifs de l'engagement prodigué par l'UE en vue de cet élargissement.

En outre, il faut rappeler l'adoption de nouvelles formes d'action pour renforcer le rôle du marché : dans plusieurs cas il s'agit d'instruments expérimentés depuis longtemps par les Américains, tel que le contrôle des règles de concurrence, le soutien aux organismes de défense des consommateurs, l'adoption de politiques de contrôle de la qualité et des standards de production. Sur ce terrain les pays membres sont en train de comparer leurs situations actuelles et de définir des règles communes pour les aspects privés et institutionnels.

Les changements ont été tellement importants qu'ils ont redéfini entièrement le soutien communautaire pour l'agriculture. Vingt ans après son lancement, la forme principale du soutien à ce secteur, fondée sur les prix garantis à l'intérieur de l'Union et sur une défense protectionniste vis-à-vis du reste du monde, a été mise en liquidation; suite aux accords internationaux du GATT. Ainsi, les aides ont été découplés de la production, avec l'introduction de soutiens directs aux revenus (boîte bleue de la négociation OMC); les objectifs de défense de l'environnement, la sauvegarde du territoire rural, la correction des déséquilibres structurels ont pris une importance croissante (boîte verte ou bleu). Du point de vue du soutien de l'offre, une importance croissante a été accordé aux politiques de coordination de l'offre, qui sera recherchée par le biais du renforcement d'institutions telles que les Associations des producteurs.

Evidemment, pour l'agriculture et l'agroalimentaire italiennes ces années ont été le théâtre de transformations profondes, dues à l'accélération de la globalisation à partir de la moitié des années 1980. Ces années ont été celles de la réorganisation des sociétés, conduite par les groupes de l'industrie agroalimentaire et par ceux de la distribution, que ce soit dans le secteur privé ou coopératif, avec comme finalité l'augmentation de la compétitivité sur des marchés de plus en plus complexes. A partir de ces années les groupes étrangers européens vont entrer plus massivement sur le territoire italien que ce soit dans le secteur de la transformation industrielle des aliments ou dans

celui de la distribution. Un autre phénomène assez significatif a été l'accroissement des formes d'intégration entre les différents groupes du système agroalimentaire. Cette intégration a été stimulée par l'intérêt croissant pour la qualité et sa standardisation. En effet, de plus en plus de consommateurs et de producteurs se sont montrés sensibles à ce thème. La diffusion des formes d'intégration, habituellement par contrats de différents types, a mis en difficulté les canaux plus traditionnels de commercialisation des produits : les marchés de gros (pour les légumes, les fruits et le bétail) et les bourses de marchandises perdent progressivement de l'importance en ce qui concerne les volumes des produits traités. D'ailleurs on ne peut pas attendre qu'un système aussi complexe que l'actuel, qui doit satisfaire une demande de qualité et standardisée en grandes séries, puisse recourir à des achats *spot* de produits indifférenciés. Ce dernier type de transaction était celui qui dominait les contacts entre les structures distributives traditionnelles.

Les aspects rappelés plus haut représentent les phénomènes les plus immédiats et les plus visibles du processus de changement qui se sont manifestés dans les quinze dernières années en Italie ; la globalisation est un des acteurs, parmi d'autres, des changements avec ses effets directs et indirects. Les négociations internationales ont touché directement le volume des échanges et leurs réglementation, grâce à la suppression progressive des barrières au commerce. Parmi les actions indirectes engendrées par la globalisation, une grande importance peut être accordée aux réformes de la politique agricole commune, qui ont été à leur tour stimulé par les débats dans le cadre des négociations internationales.

Dans les pages qui suivent on évaluera la capacité d'adaptation de l'agriculture italienne face aux changements internationaux. Le travail se divise en deux parties : la première examine l'impact de la globalisation sur l'évolution des principales grandeurs sectorielles en Italie durant la dernière décennie ; dans la seconde est examinée la structure d'un important district alimentaire (celui des viandes porcines), afin d'en évaluer la capacité d'adaptation. Les systèmes de petites et moyennes entreprises (district industriel) avec de fortes caractéristiques dépendantes du territoire de localisation représentent un élément typique de l'économie italienne dans le secteur alimentaire. Pour de telles raisons il nous a semblé important d'en examiner plus en détail les caractéristiques à travers l'application à un cas concret qui permet d'en souligner la dimension locale dans le système de relations nationales et internationales ; en même temps il est possible d'examiner aussi les liens entre les formes de production industrielle et traditionnelles liées aux marques de produits du territoire. Cette analyse nous a semblé assez utile, compte tenu des récentes indications de l'UE pour la défense des productions de qualité à référence géographique et territoriale.

2.1 L'impact de la globalisation à travers les variables macroéconomiques

A première vue, l'examen des principales variables macroéconomiques sectorielles, montre un impact de la globalisation sur le système alimentaire italien substantiellement positif.

Sur le plan de l'emploi, la tendance de la période est celle d'une sensible réduction de l'occupation dans l'agriculture et dans la transformation industrielle (tab. 1). Pour l'agriculture, la réduction du nombre des emplois est un phénomène qui persiste depuis l'après-guerre et il représente désormais une tendance stable dans le panorama général de l'économie du pays et du secteur ; cependant, sous la poussée de la globalisation, il a y eu une accélération considérable du phénomène, avec une réduction de 860 milles unités dans la décennie considérée, ce qui représentent une fléchissement d'environ 40%. Il s'agit donc d'un impact très consistant ; comme nous le verrons mieux par la suite, il signale un processus de profonde réorganisation des exploitations agricoles. Les changements ont conduit à une réduction nette de part de l'emploi sectoriel sur l'ensemble de l'emploi national, passée, au terme de la décennie en question, de 9.5% à 5.9% (tab 1).

A la diminution constante du nombre de travailleurs, a fait suite une augmentation considérable de la productivité par employé, avec un impact positif sur les rendements de l'activité agricole. Même sous cet aspect, il s'agit d'une tendance stable de l'évolution de la production italienne.

Dans la transformation industrielle il a y eu aussi un fléchissement de l'emploi, même si celui-ci est plus modéré que celui qu'a connu le secteur agricole. La réduction a été due aux processus de réorganisation stimulés par l'internationalisation: en effet, déjà à partir de la moitié des années 1980, les entreprises industrielles ont suivi des actions de réorganisation afin d'augmenter leur présence sur le marché national et international. Ils ont ainsi changé les formes sociétaires des groupes alimentaires, ils ont conduit des processus plutôt intenses de fusion entre différentes entreprises afin d'en augmenter les dimensions, avec un impact négatif sur le nombre d'emplois.

Le mouvement répond au moins à trois objectifs : renforcer la présence sur les marchés nationaux, pénétrer ou consolider sa présence sur les marchés internationaux et augmenter la capacité contractuelle vis-à-vis de la grosse distribution organisée, qui est désormais devenu un élément stratégique à l'intérieur du système alimentaire, à cause des énormes volumes de demande finale qu'elle contrôle. En effet dans ces années, le réseau de distribution a changé de manière radicale de physionomie, en passant d'une distribution où domine la forme traditionnelle, à une distribution organisée et moderne, centrée sur les grosses surfaces de vente.

La globalisation a certainement produit un impact sur l'emploi dans le secteur alimentaire ; cependant, elle a plus renforcé les tendances spontanées de l'après-guerre en renforçant des traits typiques et stables de l'évolution italienne, plus qu'elle n'a déterminé de nouvelles orientations.

Après une période initiale de faiblesse, la production et la valeur ajoutée, ont enregistré une reprise (tab. 1) . Cette donnée est assez significative compte tenu que pendant ces années il y a eu en Italie une légère diminution de la dépense des ménages destinée aux consommations alimentaires et aux boissons ; évidemment c'est la demande des marchés extérieurs qui a compensé la réduction interne, ce qui souligne une bonne performance de l'agroalimentaire italienne sur les marchés internationaux (tab défraie). A ce propos, on ne doit pas oublier que l'Italie a bénéficié de la dévaluation de sa monnaie, au moins jusqu'à son retour dans le Système Monétaire Européen qui a précédé son entrée dans l'Union Monétaire Européenne. Il est évident qu'à partir de ce moment, l'impuissance d'agir sur le levier monétaire pourrait constituer une entrave importante pour les équilibres internationaux de l'agriculture italienne.

La production et la valeur ajoutée de l'agriculture à prix courants ont augmenté respectivement de 25% et de 45% environ. A prix constants et sur l'ensemble de la période, l'augmentation du VA agricole est un peu d'inférieur (+39%, soit +4.3% en moyenne par an). En outre, y a eu une augmentation du pourcentage de valeur ajoutée de l'agriculture sur la valeur totale de la Production Brute Vendable (PBV), qui est passé de 59.3% en 1990 à 68.6% en 1999; ceci est un signal important de récupération de place de l'agriculture à l'intérieur de la chaîne de la valeur du produit. Cela pourrai être une première conséquence positive de la promotion de la qualité d'un côté, et de la réduction des dépenses pour les consommations intermédiaires, de l'autre. A ce propos, il faut rappeler qu'en Italie, il y a eu une réduction sensible de l'utilisation des produits chimiques, suite à la diminution des surfaces cultivées et au programme de contrôle de l'impact sur l'environnement, soutenu par l'UE et par la politique national (développement des productions organiques, lutte intégrée). À côté de ces actions, et en relation avec elles, il faut rappeler aussi la promotion des produits de qualité et le contrôle de celle-ci, qui ont commencé à produire des effets positifs pour le secteur agricole en terme de maintiens en son sein d'une plus grande partie de la valeur ajoutée par rapport aux autres acteurs du système agro-industriel.

Pour la transformation industrielle, l'accroissement de la VA a été de 45%, avec une croissance moyenne annuelle de 5 % : ce qui témoigne pour ce segment productif de sa bonne performance (tab. 1).

Au cours de ces années, le système alimentaire italien a maintenu une position importante à l'intérieur de l'UE dans le domaine productif. Malgré l'élargissement de la zone européenne, l'Italie confirme en effet sa position de principal pays de l'UE, après la France, avec une contribution à la production totale communautaire de 16-17 %. Dans le domaine de la production, le pays semble donc démontrer une bonne capacité d'adaptation aux changements intervenus dans le contexte international (Commissione Europea, 1998 et 1999 ; Ismea, 1999).

Cependant la capacité d'adaptation au niveau productif est assez variable au regard des différents produits et aux zones territoriales. Certains produits renforcent considérablement leur présence sur la scène européenne, comme dans le cas de l'huile, de la viande, des produits de l'élevage, du vin et des céréales; par contre, d'autres produits ont reculé, en particulier ceux dans lesquels l'Italie avait traditionnellement un rôle important, comme dans le cas des agrumes, des fruits et des cultures industrielles (tab 2). Plus particulièrement, il apparaît un léger déplacement de la production italienne en faveur des productions continentales (viandes, céréales), probablement à cause du maintien d'une plus grande protection accordée par la PAC.

A ce propos il est significatif que même dans le Midi il y a eu un recul relatif des productions méditerranéennes (pommes de terre, légumes, agrumes, vins) en faveur des productions continentales (céréales, viande et lait).

En général les productions continentales (céréales et viandes) ont un bon cours dans tout le pays ; toutefois au niveau territorial les résultats productifs sont meilleurs là où il y a une ancienne spécialisation de la production dans ce domaine, comme dans le cas de l'Italie Nord-Ouest (Piémont, Lombardie, Vallée d'Aoste, Ligurie) ou Nord-Est (Vénétie, Frioul Venise Iulia, Trentino Haut Adige, Émilie Romagne). Dans toute le Nord il y a des pôles de spécialisation consolidé dans la transformation des viandes bovines, porcines, avicoles et dans la transformation des céréales destinées à l'industrie des pâtes et de la pastisse rie ; en plus, une bonne partie des marques de produits typiques de l'alimentaire italien (Jambon de Parme, Parmesan, etc.) y sont localisées ; la présence d'une industrie de transformation la plus important au niveau national a joué un rôle positif, en consolidant la position productive de cette région.

Dans les productions méditerranéennes, présentes sur tout le territoire national mais plus particulièrement dans le Midi, il y a un renforcement de l'Italie dans le secteur de l'huile qui concerne surtout le Centre d'Italie où s'est développé un pôle de spécialisation très important qui a permis d'augmenter la présence italienne au niveau communautaire. Pour la production des fruits et légumes, il y a un recul du Midi pour les fruits et surtout pour les agrumes, tandis que la zone centrale et celle du Nord-Est montrent une bonne performance ; pour le vin finalement, le principal produit d'exportation italien, la production tend à être stable au Sud, tandis que dans le Centre-Nord il y a un recul au niveau quantitatif, accompagné de la recherche d'une meilleure qualité, avec la remplacement des vieux équipements et la promotion des vins d'origine contrôlée (Ismea, 1999, a, b) .

Le schéma de réorganisation de la production, même s'il a des aspects positifs, souligne l'existence de différences entre le Nord et le Sud. Cette dernière zone défavorisée, risque de perdre sa spécificité productive, en adoptant des modèles productifs du nord, pour lesquels sa performance est moins bonne comparée au Nord. Le risque, donc, c'est que la globalisation puisse élargir les divergences déjà existantes à l'intérieur du pays, avec une pénalisation du Midi.

On pourrait faire des considération analogues pour le zones défavorisées des piedmonts et de montagne.

En général, la globalisation ne semble pas produire des effets négatifs sur l'ensemble de la capacité productive totale du pays ; toutefois on peut voir des effets en termes de localisation de la production, avec un renforcement des déséquilibres du pays au niveau territorial ; en plus il faut rappeler que jusqu'à ce jour les ajustements semblent être facilités en bonne partie grâce à l'action de la PAC. Il faudra voir ce qui arrivera en perspective, à la suite de l'élargissement à l'Est et des nouvelles négociations de l'OMC.

2.2 Les transformations des exploitations agricoles

Si au niveau productif l'Italie semble avoir bénéficié de la globalisation, la situation est bien différente au niveau structurel, au moins pour les exploitations agricoles.

En effet à partir du 1990 on enregistre une forte contraction du nombre d'entreprises : dans les dix années en question, les exploitations ont connu une baisse totale de plus que 400 000 unités (-13.4%) (tab. 3).

Les changements ont eu une intensité différente selon les zones territoriales. C'est le Nord du pays qui enregistre les plus grandes réductions, jusqu'à près de 40% dans les régions Nord-Orientales (Lombardie en tête avec une réduction du -43.1%) et d'environ -20% dans le Nord-Est (-27% en Émilie Romagne). Dans les zones Centre et Midi la diminution est par contre bien plus contenues (-7% environ en moyenne).

La diversité des réponses aux changements est due aux effets de la PAC, combinés avec les différences du contexte économique des zones où les exploitations opèrent.

Du point de vue de la PAC, au Nord, l'application des quotas laitiers, arrivé en retard par rapport au reste de l'UE, a conduit beaucoup d'entreprises à cesser l'activité; ainsi par exemple, dans les unités gérées par des exploitants âgés, ceux-ci ont profité de l'occasion pour cesser cette activité. Le renforcement des règles sanitaires, celles de protection de l'environnement et, de façon plus générale, la complication de la réglementation du secteur ont agi aussi dans le même sens.

Du point de vue des conditions économiques générales, le Nord a des potentialités économiques plus grandes (telle que la Lombardie et l'Émilie Romagne), qui rendent plus facile une allocation différente des investissements ou du travail disponibles dans les familles rurales ; de l'autre côté il y a une présence de l'Etat plus active, plus efficace à exercer les contrôles sur les règles restrictives imposées par la législation, ce qui constitue une entrave à la production dans les exploitations les plus traditionnelles : cet ensemble d'éléments peut avoir incité avec force les décisions d'abandon de l'activité.

Les données de détail sur les exploitations du dernier Recensement de l'agriculture (année 2000) ne sont pas encore disponibles ; toutefois les statistiques antérieures obtenues par enquêtes, soulignent que le fléchissement a concerné toutes les dimensions d'exploitations, mais de manière plus forte pour les petites et les très petites d'entre elles : durant les deux années 1995-1997 la réduction moyenne a été de -6.7% pour l'ensemble des exploitations et il a atteint -22.6% pour celle-là inférieures à un hectare. La surface totale s'est aussi réduite (-1.6%), avec des valeurs plus significatives pour les exploitations inférieures à un hectare (-16.4%); au contraire, la surface agricole utile (SAU) a eu un léger accroissement (+0.7%). En général, la spécialisation productive augmente : 24% des exploitations sont spécialisées, et elles concentrent plus du 70% de la SAU et des emplois (Inea, 1999 et 2000 ; Istat, 1999).

Pour les élevages, les changements ont été encore plus forts, ils ont touché tous les types d'élevage (ovins -15.8%, chèvres -19.5%); en outre on assiste à un changement de la distribution régionale de cette activité, avec une expansion dans le Midi, où il a y eu une augmentation du nombre de têtes de bovins (+25%) et d'ovins (+8.2%) avec seulement une réduction du nombre des porcins. Dans le Nord les phénomènes sont de signe opposé, avec un augmentent des porcins (+5.4%) et une réduction des bovins (-3.9%) qui étaient avant une activité traditionnelle de la zone. Dans le Centre, il y a une réduction nette de toute l'activité d'élevage. Il y a donc une relocalisation de l'activité d'élevage sur le territoire, qui est due au régime des quotas laitiers et au renforcement des systèmes territoriaux de qualité, qui montrent une présence décisive du Nord dans le travail industriel de la viande porcine (jambon de Parme, Saint Daniele, De Modène). Cette re-localisation indique la bonne capacité d'adaptation des zones septentrionales vis-à-vis des changements alimentaires : en effet la demande de viandes de porcs a eu une augmentation constante comme conséquence du changement des modèles de consommation (consommation hors maison ou consommation rapide en maison).

En général, toutes les exploitations sont touchées par des changements importants ; toutefois, les modifications n'ont pas changé énormément la structure du secteur agricole où les dimensions moyennes des exploitations apparaissent maintenues et le morcellement est encore un élément significatif : 29.5% des exploitations ont en effet une surface inférieure au 1 hectare et 88% sont placées dans la classe inférieure à 10 hectares.

Cependant, la surface agricole utile apparaît plutôt concentrée dans les exploitations les plus grandes : 34.7% de la SAU appartient aux exploitations de plus de 50 hectares et la concentration atteint 54.3% si on considère les exploitations supérieures à 20 hectares.

Nous pouvons conclure que la production apparaît polarisée autour d'un noyau relativement réduit d'exploitations de très grandes dimensions (6% du nombre avec 55% de la surface) et, de l'autre côté, à un nombre très large de petites et très petites exploitations, avec un pourcentage de la production et de la surface très réduit mais encore significatifs. Dans le Midi, ces aspects de polarisation sont encore plus accentués.

Les changements consistants intervenus dans la décennie n'ont pas changé de manière significative la structure de l'agriculture italienne, qui suit le même sens d'évolution déjà à l'œuvre depuis les années 1970 : malgré la concentration productive dans un nombre relativement réduit de moyennes et grandes exploitations, un nombre important de petites et très petites unités productives subsiste sur tout le territoire national.

Beaucoup d'éléments jouent en faveur du maintien des petites unités : la présence diffuse de la propriété foncière et l'absence de politiques nationales de recomposition foncière (86% des exploitations sont en propriété privée); les potentialités du territoire avec la diffusion d'activités de service qui permettent d'utiliser des technologies modernes et du travail spécialisé selon le besoin, sans une immobilisation du capital; la diffusion d'autres activités productives sur le territoire, qui permettent la pluriactivité, avec des effets bénéfiques sur les revenus et sur l'organisation de l'activité de l'exploitation et de la famille ; la vaste diffusion de formes d'intégration verticale par contrat, qui enlèvent les risques de marché et les contraintes structurelles dues aux dimensions limitées. En plus, on doit rappeler la capacité de mouvement des entreprises vers des produits de niche, qui ont une forte valeur ajoutée et qui sont susceptibles d'obtenir des aides publiques, comme dans le cas des productions biologiques. On peut aussi rappeler le développement d'activités complémentaires, comme le tourisme rural. Les changements induits à partir de la réforme Mc Sharry (Réforme de la PAC de 1992) et des fonds structurels, avec la valorisation de la multifonctionnalité des exploitations agricoles, pourraient permettre un maintien des exploitations les plus petites, même si elles sont moins efficaces au niveau productif.

Comme nous avons vu plus haut, les plus importants ajustements structurels se sont produits au Nord ; le Midi ne paraît pas avoir été pénalisé par les changements de la dernière décennie. Toutefois au niveau productif on a déjà souligné la perte relative de l'importance des activités traditionnelles centrées sur les productions méditerranéennes. En plus, si on examine la dynamique des exploitations selon les Revenus Bruts Standard (RBS), on peut voir que la différenciation entre les zones du pays est encore très forte et qu'elle a augmenté au cours de la période considérée : en effet, si dans le Nord les changements ont généré une augmentation très consistante des RBS (59.7%), au Sud la croissance a été seulement de 7.8% et au Centre de 10.4% (Inea, 1999 e 2000).

Le Midi maintient et renforce donc une faiblesse structurelle par rapport au Nord : environ 60% des exploitations italiennes inférieures à 4 unités de dimension économique (UDE) sont localisées dans le Midi où près de 70% des unités ont moins de 4 UDE.

Il est possible de conclure, donc, qu'actuellement le Nord du pays a bien répondu à la globalisation, avec des ajustements significatifs, qui ont permis d'améliorer la performance économique de l'agriculture. Dans le Midi, par contre, le processus apparaît encore aux débuts et à partir des prochaines années un impact plus fort du processus de globalisation pourrait se manifester. Le risque est un résultat global qui produise un élargissement de la divergence Nord-Sud.

2.3 Transformation alimentaire et discordances territoriales

L'augmentation de la compétition sur les marchés globaux a stimulé les segments à l'aval de l'agriculture (transformation industrielle et distribution), qui ont été touchés par des changements considérables déjà à partir de la moitié des années 1980. La transformation industrielle s'est engagée dans une intense activité d'acquisitions et de fusions, en perspective du marché unique européen et

de la globalisation. Ces phénomènes en Italie ont été accentués par la privatisation du groupe de nature publique SME, qui représentait un des pôles agroalimentaire le plus importants du pays.

Une stimulation au changement est venue aussi de la recherche de nouvelles stratégies compétitives fondées sur l'amélioration de la qualité; celles-ci ont été stimulées par la concurrence internationale et par l'augmentation de la complexité législative pour défendre les intérêts des consommateurs ou de l'environnement : on peut citer comme exemple les règles communautaires pour améliorer le contrôle de l'hygiène et de la qualité sanitaire des produits, du procès de production et de l'environnement. L'attention croissante pour la qualité a, à son tour, stimulé un augmentation de l'intérêt vers la certification.

L'ensemble de ces éléments a induit des innovations au niveau de l'organisation de la production et de la commercialisation, avec comme finalité la réduction des coûts de production et, de manière plus générale, de faire face à la concurrence nationale et internationale.

La transformation industrielle a été soumise à des sollicitations considérables à la suite de la réorganisation de l'appareil de distribution qui est devenu dans les années 1990 le centre gravitationnel de la filière alimentaire (Malassis L., Ghersi G, 1995) . Dans ces années, les grandes chaînes de distribution nationales et étrangères ont définitivement remplacé l'appareil traditionnel centré sur les petits commerces. De telles chaînes concentrent de gros volumes de demande et représentent ainsi un débouché préférentiel pour les entreprises industrielles ou agricoles ; pour cette raison ces chaînes peuvent exprimer un pouvoir considérable sur le marché, à travers leur propre politique d'acquisition et de distribution (choix des fournisseurs, quantités achetées, prix, disposition des produits à l'intérieur des points de vente, etc.) . L'apparition de ces groupes a induit des changements d'organisation importants sur les segments en amont (transformation alimentaire et agriculture). A ce propos il faut rappeler au moins deux lignes de changement importantes :

1) la décentralisation de l'activité faite par les entreprises industrielles : celles-ci maintiennent en leur sein le « core business » et envoient à l'extérieur en « out-sourcing », à des entreprises qui travaillent en sous-traitance, tout ce qui n'est pas considéré comme stratégique pour l'image et l'activité du groupe; la conséquence est une consolidation d'activité gérée par des entreprises plus petites, qui peuvent réduire les coûts, en exploitant des situations contractuelles plus favorables ou en se spécialisant dans un segment très délimité;

2) une augmentation des formes d'intégration entre agriculture-industrie-distribution ; la leadership dans la gestion des relations parmi les acteurs concernés est en général tenu par celui qui se charge du risque lié à l'image du produit (entreprise industrielle si c'est l'entreprise industrielle qui donne la marque au produit ; distributeur si le produit est vendu avec la marque commerciale du distributeur).

Les changements intervenus ont poussé à la coexistence entre grosses entreprises spécialisés sur des activités spécifiques, à la décentralisation de l'activité en petites entreprises et à la croissance de l'économie contractuelle : Ce sont là les principaux traits d'évolution du système alimentaire italien (Cesaretti G :P, Mariani A., Sodano V, 1994).

Comme dans le cas de l'agriculture, les changements se sont surtout réalisés là où existent des potentialités économiques et sociales qui facilitent les transformations décrites; sous cet aspect il est difficile de ne pas voir le retard du Midi de l'Italie. En effet, malgré les progrès qui y ont été réalisés, il manque encore à cette région un tissu d'entrepreneur, d'institutions et de structures sociales aptes à permettre aux entreprises de naître et de se localiser de manière diffuse sur le territoire.

Les changements intervenus ont renforcé la présence septentrionale de l'industrie alimentaire. En effet c'est dans le Nord que se concentrent 66.3% de la valeur ajoutée alimentaire (contre 65.3% en 1993), 60% des entreprises et 75% des emplois (les seules régions de Lombardie, Émilie Romagne et Vénétie concentrent 37% des entreprises et 53% des emplois)(Inea 1999 et 2000 ; Ismea, 1998). C'est aussi dans le Nord de l'Italie que la dimension moyenne des entreprises est la plus grande et où sont les sièges des groupes industriels les plus connus au niveau national et

international, ceux qui ont un avantage compétitif et une image de marque consolidées dans l'activité agroalimentaire.

En outre, Le Midi est caractérisé par un retard de la coopération, des firmes associatives et des autres éléments de coordination des filières, tel quel les Accords Interprofessionnels (tab. 4). Ces formes représentent un élément crucial de renforcement économique d'un systèmes à vaste diffusion de petites et moyennes entreprises, comme dans le cas italien; en plus, ils ont un rôle très significatif dans les systèmes locaux de production de qualité (renforcement du système, gestion de structures et des marques collectives, comme dans le cas du Parmesan par exemple). Ce n'est pas par hasard, donc, que les régions méridionales aient une présence plus faible de productions de qualité, avec des marques reconnues, même s'ils existent bien des productions locales de qualité. La discordance reflète le retard au niveau institutionnel et, de façon plus générale, au niveau de la capacité d'organisation du Sud, moins capable que le Nord dans l'activité de défense de son patrimoine productif.

Les considérations avancées plus haut sont confirmées par les données disponibles qui soulignent les différences entre le Nord et le Sud sur ces aspects : dans le Midi la coopération, a augmentée en terme de nombre de structures présentes, en réduisant le retard par rapport au reste du pays; par contre au Nord le nombre de coopératives s'est réduit à cause de la concentration des structures avec des opérations de fusions ou de la mise en commune de certaines activités : dans le tab. 4, on peut voir pour le Centre-Nord la réduction du nombre des coopératives, des associés et des employés tandis qu'il y a une augmentation du chiffre d'affaires.

Les changements enregistrés sont positifs tant au Nord qu'au Sud, mais ils signalent encore une forte discordance au niveau du développement et de l'organisation de ces organismes, avec un retard du Midi.

2.4 La dimension internationale des échanges

En ce qui concerne le commerce international agroalimentaire de l'Italie, la globalisation a accentué les relations commerciales internationales, en renforçant en même temps l'image de l'Italie comme pays transformateur, qui maintiens une dépendance importante vis-à-vis de l'étranger pour ses approvisionnements. L'Italie garde sa forte dépendance des marchés internationaux soit pour les matières premières agricoles, soit pour les produits déjà transformés. En plus des produits tropicaux qui constituent une partie rigide et inamovible du déficit alimentaire, il y a une dépendance considérable en ce qui concerne les productions de l'élevage (viandes, céréales et fourrages pour les animaux). Par contre, le pays a une bonne présence comme vendeurs de produits méditerranéens (vins, fruits et légumes) (Inea, 2000).

Dans toutes ces années, le système de relations décrites plus haut s'est maintenu, en confirmant qu'il représente une tendance stable du commerce de l'Italie avec l'extérieur.

La dimension internationale du commerce a considérablement augmenté : le degré d'ouverture, est passé de 20 à 33,4%¹, la propension à importer² a augmenté de 22,7% à 37,3%, et la propension à exporter³ est passé de 11,8% à 29%. L'ensemble des indicateurs indiquent un renforcement considérable des liens avec les marchés internationaux (tab. 1)

La croissance des exportations a été plus forte que celle des importations, avec une amélioration du solde commercial de l'Italie : le déficit commercial alimentaire, qui est une constante de la balance commerciale italienne, s'est réduit tout au long de la décennie, en passant d'environ 17 mille milliards à 13.540 milliards de liras (tab. 1) La dépendance envers l'étranger se maintient de manière significative, en signalant une caractéristique structurelle du système alimentaire italien. D'un autre côté, la croissance des ventes des produits transformés comporte en elle-même un

¹ L'indicateur est exprimé comme le rapport entre le volume total du commerce avec l'étranger et la production et utilisation intérieure

² C'est le poids des importations sur le total des consommations intérieures

³ C'est le poids des exportations sur la production intérieure

recours aux achats de matière première alimentaire de l'étranger, compte tenu des fortes limitations à l'expansion de la production agricole à l'intérieur du pays. Un cas typique est celui de l'huile d'olive, qui représente une des formes les plus importantes d'exportation (en 1999 il était à la sixième place dans la liste des produits exportés), mais en même temps il est aussi un des produits les plus importants d'importation (en 1999 il était à la troisième place dans la liste des importations). Des considérations analogues pourraient être faites pour des produits qui ne peuvent pas être cultivés dans le pays mais qui sont également des composantes importantes de l'exportation, comme c'est le cas du café ou des bananes.

Dans la dernière décennie, la consolidation des exportations a permis d'améliorer de manière constante le solde commercial; sous cet aspect la globalisation a produit des effets positifs parce qu'elle a consolidé la position de pays transformateur de l'Italie (Inea, 2000 b); malgré les limitations dues à la disponibilité intérieure de matières premières alimentaires, les phénomènes décrits témoignent de la bonne tenue et du renforcement de la présence italienne sur le marché international des produits alimentaires. Il faut signaler par ailleurs le renforcement des exportations des produits typiquement italiens, à haute valeur ajoutée; cela est très significatif puisqu'il s'agit de produits de haute qualité dans le panorama de la production nationale.

L'appartenance à l'UE a certainement été un élément clef dans les transformations qu'a connu l'Italie dans les filières alimentaires, et où l'intégration au niveau européen présente un des aspects les plus incontestables. Ceci est évident dans le système des échanges, où s'est confirmée l'importance des relations avec les autres pays de l'Union européenne. Ainsi en 1999, l'Italie a reçu de l'UE 69% du total de ses importations agroalimentaires et 67,7% de ses exportations. Les pays avec lesquels les relations commerciales sont les plus fortes, sont la France et l'Allemagne, qui sont en même temps les principaux fournisseurs et les principaux clients.

Toutefois, les courants d'échanges italiens maintiennent un vaste horizon international, où sont significatives les relations avec les PVD, particulièrement pour l'approvisionnement en matières premières agricoles, et avec les autres pays développés comme les États-Unis et le Japon. Ce dernier groupe de pays constitue un marché très important pour les produits typiquement italiens (Inea, 2000 b).

Les phénomènes examinés au niveau national se traduisent différemment au niveau territorial, avec des différences considérables entre les régions du pays et, de manière générale, entre le Nord et le Midi. Sur les marchés internationaux, le Nord montre une plus grande spécialisation dans la transformation industrielle des produits alimentaires, tandis que pour les régions méridionales il s'agit plutôt de la production de matières premières agricoles qui a un poids plus significatif dans les échanges. En plus il faut souligner que la production exportée semble avoir une très forte concentration territoriale: à elles seules quatre régions du Nord (Émilie Romagne, Lombardie, Piémont et Vénétie en ordre décroissant) concentrent plus de 50% des exportations du pays et plus de 60% des importations agroalimentaires totales (agriculture et transformation); la Lombardie et l'Émilie Romagne occupent la place la plus importante, étant à la première place dans les exportations, respectivement, des produits transformés et des produits agricoles.

La bonne tenue du "système Italie" sur les marchés internationaux cèle donc des différenciations territoriales: en effet le gros (core business) de l'activité d'échange commercial international apparaît concentré dans la zone septentrionale, où part ailleurs, est localisé une bonne partie de l'activité de transformation alimentaire nationale; dans les régions du Nord il y a une bonne présence des groupes industriels privés et coopératifs les plus importants; en plus c'est dans cette région que sont localisés en grande partie les systèmes territoriaux de petites et moyennes exploitations pour les produits de qualité du «*made in Italy*» les plus connus au niveau national et international (par exemple, le Jambon de Parme, le Parmesan, etc.). Par contre l'Italie centrale et méridionale garde une distance nette par rapport au Nord, malgré le potentiel productif de ces zones au niveau quantitatif et qualitatif, comme en témoigne le fait que plus de 50% de la production nationale de matière première agricole provient de ces deux régions. Cela est dû à la diffusion insuffisante de l'industrie de transformation et des structures de coordination et de supports capables

d'approcher les marchés internationaux. A ce propos il est évident que l'activité de commercialisation ne peut être développée par les seules exploitations agricoles qui apparaissent très fragmentées et trop petites.

La différence économique du Midi se maintient, et la zone a du mal à profiter des opportunités offertes par l'ouverture des marchés internationaux : le risque pour le Midi est donc de payer les coûts qui dérivent de l'augmentation de la concurrence sans obtenir les bénéfices de l'élargissement des marchés de débouché.

3.1 Système local et dimension international dans la production de qualité

En général le tissu productif italien en agriculture et dans la transformation alimentaire se maintient réparti sur un nombre élevé d'entreprises ; dans les pages précédentes nous avons mis en évidence quelques éléments qui expliquent la vitalité de la petite production. Ici on veut attirer notre attention sur le rôle joué par les produits de qualité, qui constituent un important centre gravitationnel de la production des petites et moyennes entreprises fortement liées au territoire.

L'Union Européenne dans les dernières années a exprimé une volonté de défense de la production de qualité, à travers l'introduction de différentes marques de certification et de défense, qui ont rejoint les marques déjà existantes pour le vin.

L'Italie a 20% des produits de Dénomination d'Origine Protégée (DOP), d'Indications Géographiques Protégées (IGP), ou de Spécialité Traditionnelle Garantie (STG), réalisés sur le territoire européen; avec la France (21%), c'est le pays qui a la plus grande production de qualité sur la scène européenne, où existe une nette prééminence de la zone méditerranéenne (Grèce 14%, Espagne 9%). L'Italie a 111 produits de qualité reconnus, en excluant les vins Doc et Docg; les produits typiques ont une valeur de production de 5.500 milliards de lires (7 % de la PBA)⁴; cette valeur atteint 14.000 milliards si l'on considère la valeur à la consommation de tels produits. En outre, l'impact de ces produits sur le complexe de l'économie est bien plus ample : on a estimé que la valeur ajoutée des activités induites par les produits "typiques" est d'environ 12.000 milliards et que l'emploi est de l'ordre de 300 mille unités, à peu près 50% de l'ensemble des personnes employées dans l'ensemble du système alimentaire national.

Ces produits ont surtout une consommation intérieure, souvent régionale, puisqu'ils représentent des ingrédients typiques de la cuisine italienne; parmi-eux, seulement une dizaine sont destinés aussi au marché international; cependant ils représentent un élément très important pour la valorisation totale de la production italienne à l'étranger.

Malgré que ces produits soient souvent désignés comme des produits de niche, ils sont un élément très important de la production italienne et leur importance devrait s'accroître dans le futur ; ils représentent une caractéristique importante de l'image du pays à l'étranger et un moyen de pénétration du « made in Italy » sur ces marchés.

Les productions de qualité représentent aussi un caractère important de l'agriculture italienne sous l'aspect social. En effet, dans de vastes territoires, particulièrement dans les zones désavantagées, la production de qualité a constitué le tissu connectif pour maintenir la population et les autres activités sur le territoire, comme dans le cas du Parmesan (Bertolini P., 1988). Ce n'est pas par hasard que même la localisation des entreprises alimentaires les plus importantes au niveau national soit apparue en zones où il y a une forte présence de produits du territoire, signe que ces productions ont représenté un élément important de soutien et de stimulation à l'activité agro-industrielle moderne. Un autre élément qu'il faut considérer c'est que les productions de qualité alimentaires sont très souvent organisées dans des systèmes de type districts industriels, qui représentent un trait typique de l'organisation économique italienne.

A ce propos la littérature disponible sur les districts industriels est désormais nombreuse, même si elle n'a touché que marginalement les systèmes alimentaires. L'analyse des districts alimentaires est plutôt limitée si on la compare avec les études sur les autres secteurs. Par ailleurs dans l'effort de souligner les relations locales qui sont à la base de la génération de l'économie de

⁴ Selon d'autres sources (Istat et Inea), ce pourcentage monte à 12% ; cfr à ce propos Inea, 2000 c

district, il y a eu tendance à ne pas examiner les relations internationales et leurs effets dans l'économie du district alimentaire ; ceci à la différence des études générales sur les systèmes locaux de production, qui ont mis en évidence les aspects d'internationalisation des systèmes et l'importance de cette dimension dans l'économie complexe des districts (Quadrio Curzio, 2000, Fortis, 2000). A ce propos, il a été mis en évidence que dans les districts il y a une coexistence entre local et global, coopération et compétition, identification dans le système local et ouverture vers l'extérieur, état et marché (Garofoli, Il ruolo dei ecc, in Il made in Itali oltre il 2000.).

Vu l'importance des produits de qualité, il est intéressant d'évaluer plus particulièrement l'impact de la globalisation sur les systèmes de qualité, à travers l'analyse d'un cas concret significatif au niveau national. Plus particulièrement il faudrait examiner si, comme dans le cas des autres districts industriels, le district alimentaire en question a déjà géré une division internationale du travail entre dimension locale et internationale, en maintenant la force économique du district. Dans ce cas, on peut conclure que la globalisation n'a pas d'impacts négatifs et peut plutôt représenter une importante opportunité pour la vie du district.

Le cas concret examiné est celui-là de la production de viande porcine et de sa transformation en produits de qualité typique fait dans la province de Modène ; ce territoire est très significative, puisqu'il est bien connu comme origine de produits typiques stratégiques du *made in Italy*: (Parmesan, Jambon de Modène, Jambon de Parme, Vinaigre Balsamique de Modène) ; en outre c'est très important pour la localisation de l'activité examinée, avec la présence d'un district de transformation porcine centré sur un système de petite et moyenne entreprises ; en même temps les groupes alimentaires les plus importants pour le produit considéré sont localisés ici (Bertolini, 1998, Fanfani R., Pecci F., 1992).

Pour la recherche on a utilisé des données d'archives locales (Sisvet et Inps) qui permettent de suivre le parcours du produit dans la filière productive pour reconstruire la structure et l'organisation de l'activité sur le territoire, en examinant les liens avec les différents marchés, national et international ; le but est d'examiner les relations entre la dimension locale et internationale du système et d'évaluer la capacité de réaction du système face à la globalisation ; cela devrait nous permettre d'exprimer des considérations sur la stabilité du système en perspective, compte tenu de l'augmentation de la dimension internationale dans les systèmes locaux de production

3.2 Caractéristiques générales du district

Selon les données de la Chambre de Commerce, opèrent dans la zone un peu plus de 200 entreprises spécialisées dans la transformation de la viande porcine, dont 50% spécialisées dans la transformation en charcuteries, 40% dans la coupe et 10 % dans l'abatage (Bertolini P., Bertacchini A., 1998).

La structure des entreprises présente les traits typiques du district, avec une présence diffuse d'entreprises de petite et moyenne dimension ; une remarquable division du travail entre les entreprises et leur spécialisation dans une phase du processus productif ; une forte relation entre les entreprises pour l'échange interindustriel (produit demi-travaillé), mais aussi pour les informations sur les innovations technologiques possibles et sur les marchés.

La plus grande partie des entreprises de transformation a moins de 10 employés, avec un renforcement de la présence de la petite entreprise au cours du temps (Fig. 1) ; à côté de ces usines artisanales, il y a une structure industrielle de moyen à grande dimension, qui commercialisent leur produits avec des marques connues au niveau local et national (Unibon, Fiorucci, Villani, etc.). Les entreprises industrielles sont surtout privées, mais il y a aussi une présence significative des coopératives qui ont une importance considérable dans l'économie complexe de la zone, bien au-delà de ce que laisse apparaître les données.

Sur le territoire les phases de travail sont divisées en : élevage, abattage, coupe (sectionnement), transformation, maturation et transformation des gras ; il y a une division remarquable du travail entre les entreprises, avec une forte spécialisation dans une phase particulière du processus de travail (Brigo L., Fiorani L., Gatti S, 1992). La spécialisation est à la base

d'une intense activité de production en sous-traitance entre les entreprises ; ça constitue aussi un élément de stimulation à l'émergence d'entreprises de petite dimension. Entre les entreprises il y a un réseau dynamique de relations interindustriels finalisées à la fourniture réciproque de produits spécifiques; le réseau de relations concerne aussi l'échange de produit fini, prêt pour la distribution, qui est acheté par les entreprises concurrentes si les ordres reçus dépassent la production d'une entreprise.

Entre les entreprises il y a donc une relation de concurrence et en même temps de collaboration, en suivant un style de comportement typique des districts industriels.

3.3 L'élevage porcin

L'élevage porcin est la première phase du processus productif; celle-ci est une activité très importante dans l'économie du district qui a ses racines dans l'ancienne tradition locale ; en générale, la région d'appartenance de la province est une des principales zones de production porcine nationale (l'Émilie Romagne et la Lombardie produisent 70 % de la production nationale). Dans la province, et en général dans la région, la transformation fromagère du Parmesan a été un élément de stimulation de l'activité d'élevage porcin puisqu'elle permettait l'utilisation du sous-produit, en réalisant des économies significatives conjointes (*scope economie* ou économie de variété) entre élevage et transformation fromagère.

La dynamique de l'élevage a suivi la transformation caractéristique des pays de l'UE à partir des années 1960: les élevages sont devenus de plus en plus une activité spécialisée et progressivement concentrée dans un nombre plus réduit d'exploitations; les formes d'élevage "familial", finalisées par la consommation directe de la famille, ont définitivement disparu⁵.

Pour l'activité d'élevage, les effets de la globalisation doivent être reliés surtout à l'action de la PAC et, pour cette raison, ils ont commencé à partir des origines de l'action communautaire dans les années 1960; cependant plus récemment il y a eu un renforcement de l'action communautaire avec l'entrée en vigueur du Marché Unique, surtout en ce qui concerne le système de régulation du secteur pour les contrôles sanitaires et environnementaux. A partir de la moitié des années 1980 on registre une accélération de la spécialisation de l'activité qui se concentre à l'intérieur de structures aptes à répondre aux normes. Comme conséquence, le nombre d'élevages s'est réduit et leur dimension s'est considérablement agrandie; dans la période 1982-90 la contraction a été de 60% et dans la période suivante de 50%, tandis que la dimension moyenne a grandi au rythme très soutenu (+99% dans la première période et +111% dans la période allant de 1990 à 1996). Le patrimoine porcin s'est aussi réduit (tab CCIA et elle en internaz) et il s'est principalement concentré en plaine.(Bertolini P., 1998).

Comme nous le verrons mieux plus loin, la consolidation de l'activité dans la vallée, dans le secteur de transformation des viandes, a demandé une quantité croissante de matière première à transformer; les liens du territoire se sont donc renforcés avec les zones limitrophes (autres provinces de la même région ou d'autres régions italiennes), mais aussi avec les marchés internationaux. pour l'acquisition de la matière première.

Face aux changements intervenus dans les entreprises et leurs liens avec les marchés, on peut se demander si on peut encore parler de système local de production. Pour répondre à cette question nous avons utilisé les données du service sanitaire (relatifs au 1995) qui effectue les contrôles vétérinaires (SISVET). Ces données permettent de fournir des informations très précises sur les élevages et sur la viande, sur son origine et sa destination. Selon cette source, 73% des caps bétail produits dans la zone (729 mille têtes) venaient de structures annexes aux fromageries (fig. 2). Les liens évidents entre la transformation fromagère et celle de la viande concernent les productions de qualité : l'origine locale des porcs concerne la production d'un type particulier de

⁵ La vaste dispersion de l'activité d'élevage parmi les familles rurales est retenue la racine historique qui a généré le district au niveau local (Brigo, Nava)

viande (porc lourd⁶), destiné à la transformation en jambons doc (jambon de Parme et jambon de Modène, les deux produits doc).

L'importance des relations entre les systèmes de qualités locales est évidente et extrêmement significative pour l'entretien de l'activité productive sur le territoire. Les données soulignent donc l'entretien d'un fort lien avec le territoire pour les fournitures de la matière première et entre les deux filières productives à l'intérieur du territoire. Sous cet aspect, l'ouverture internationale n'a pas éliminé la dimension locale de la production et des systèmes de relations entre filières, globale et locale, coexistent donc et se renforcent réciproquement.

Dans le cas étudié, nous avons trouvé une confirmation, même pour les produits alimentaires de qualité, d'une caractéristique typique et très importante des districts industriels : maintien des racines, des valeurs et des compétences locales et en même temps ouverture au système global, interaction entre productions intérieure et extérieure, marché local et international.

3.4 La première transformation (abattage)

La première transformation (abattoirs) est très concentrée : les deux usines les plus grosses abattent 74% des têtes et le reste, soit 90% des structures, abattent seulement 23% (fig. 3) ; en outre, un seul groupe travaille 43% de la production; et il appartient au réseau coopératif.

Cette situation est le fruit des changements intervenus dans la décennie écoulée, particulièrement suite au renforcement des règles d'hygiène et sanitaires nationales et européennes; la plus part des installations de petite dimension ont été fermées, à cause du fait qu'elles n'étaient pas conformes du point de vue sanitaire et qu'elles ne pouvaient pas être réaménagées de manière efficace du point de vue économique, comme l'exige un marché de plus en plus large et concurrentiel.

La croissance de la concurrence nationale et internationale a donc poussé vers la concentration de l'activité à l'intérieur d'un seul groupe, qui est devenu leader national dans l'abattage des porcs. La poursuite d'une stratégie d'élargissement de l'échelle de production pour répondre à l'élargissement du marché a porté le groupe en question à mettre en place des opérations de fusion et d'acquisition; de l'autre côté, l'augmentation de la concentration du produit a permis de faire face à la demande de la grosse distribution organisée; surtout il a permis de développer des techniques d'avant-garde pour le contrôle de la qualité, comme par exemple l'individuation de toutes les procédures de suivi pour chaque partie traitée. En outre cela a permis d'acquérir les capacités techniques et d'organisation aptes à développer les opérations sur les différents marchés.

L'activité en croissance a maintenu, en même temps, un lien fort avec la production locale de qualité, comme il ressort du fait que 46% des ventes du groupe concerne la transformation des viandes destinées aux jambons doc (prosciutto di Parma e di Modena).

Le groupe appartient au réseau coopératif; la coopération a donc un rôle très important dans cette phase de transformation, comme elle l'avait dans l'élevage conduit par les fromageries, dont la plupart appartient au réseau coopératif. On voit, donc, l'importance du système coopératif, qui constitue une sorte de ciment de l'activité de transformation alimentaire du système local.

Environ 80% des abattages concernent du bétail de provenance locale (729 mille unités sur un total de 900 environ, en 1995) (Fig. 2); il s'agit du « porc lourd » qui a un coût d'utilisation plus élevé que la viande d'importation (« porc léger »). La capacité d'abattage locale est toutefois supérieure à la production du territoire (fig. 2). La dimension de cette activité dépasse donc le limite territoriale, et il faut signaler le développement d'une spécialisation dans cette phase de production: elle maintient une propre dynamique économique, seulement en part liée à la dimension locale de la production. Toutefois, le maintien d'un considérable réseau de relations locales entre activités différentes, à l'intérieur de la filière et entre les différentes filières locales, sont à la base de la constitution d'un terreau de renforcement de l'ensemble de l'activité.

⁶ En Avril 2000 les Associations de la filière porcine italienne ont signé un accord pour la constitution d'une IGP pour le porc lourd traditionnel italien; on délimite la zone de production et les caractéristiques de ce produit destiné aux Dop italiens

Encore une fois on peut voir qu'autonomie, concurrence et coopération coexistent en se renforçant réciproquement au même temps que les dimensions locale et internationale de la production se renforcent mutuellement.

3.5 La second transformation (sectionnement)

Dans cette activité les entreprises nées comme petits laboratoires pour le travail en sous-traitance, se sont agrandis et spécialisées au cours des années, jusqu'à devenir un important pôle spécialisé dans le sectionnement (fig. 4). Les entreprises ont commencé donc à vivre une vie autonome, en acquérant une dimension et des relations qui vont au-delà du système local : à ce propos il suffit de noter que dans la province de Modène et en 1995, 37% de la production nationale (310 mille tonnes de viande) ont été découpés, dont 67% (200 mille) destinées aux entreprises localisées en dehors de la province (fig.5).

Celle qui initialement était considérée comme une phase intermédiaire est donc devenu une des activités principales du district : dans cette spécialisation, opèrent six entreprises de grande dimension, avec une capacité supérieure à 10 mille tonnes. ; pour se rendre compte de la dimension il faut penser que dans la phase de transformation en charcuteries en aval, très connue à niveau national, il y a seulement une entreprise qui atteint une telle dimension. Comme dans les cas précédents, la spécialisation a poussé vers l'agrandissement de la dimension des usines, sans annuler la présence parallèle d'entreprises de moyenne et petite dimension.

Les données relatives à la provenance et à la destination de la matière première travaillée par ces entreprises (de source SISVET) soulignent encore une fois le tissu de relations entre dimension locale et internationale. Les marchés internationaux ont une grande importance pour l'achat de viande, comme il ressort du fait que la province de Modène a importé (en 1995) 160 mille tonnes de viande, provenant d'autres pays européens et destiné aux entreprises de découpe localisées dans la zone (fig. 5).

Suivant ses propres parcours de croissance en relation à l'évolution de la demande de ce produit, les entreprises de découpe ont organisé leur travail sur la transformation de la viande étrangère, en devenant le principal marché de débouché en Italie de la viande porcine Hollandaise et Danoise. Dans ce cas il y a donc une délocalisation partielle des achats, qui est un élément fondamentale pour la croissance économique de cette activité de transformation.

En ce qui concerne la destination du produit travaillé, l'utilisation locale de la part de l'industrie de transformation à l'aval a une importance considérable puisqu'elle représente un peu plus du tiers de l'ensemble travaillé (36%) (fig. 5). Toutefois il est évident que le domaine local de l'activité est largement dépassé ; la demande locale de produit à transformer peut être considérée comme la base de départ autour de laquelle s'est développé un ensemble d'activités qui a comme débouché un marché de dimension bien plus large que le système local du territoire.

Il est évident que l'activité de découpe a une dimension qui dépasse le domaine territorial, soit pour ses fournitures en matière première, soit pour la destination du produit. Dans ce cas les marchés internationaux, et surtout européens, ont une importance fondamentale pour la croissance économique du secteur et pour son existence actuelle, comme le montre les caractéristiques examinées plus haut.

A ce propos, il est intéressant d'observer que le produit international a des prix nettement inférieur à ceux de la production locale; ceci est dû aux différences dans les procès productifs, la viande du « porc léger » ayant un cycle de production plus court et moins complexe que celui du « porcs lourd », qui provient des élevages locaux. Compte tenu du différentiel de prix, il serait difficile d'imaginer l'existence même des élevages locaux en absence de deux conditions fondamentales qui représentent un élément de base du fonctionnement du district :

- a) la première concerne la production conjointe parmesan-porc qui permet de réaliser des économies de variété fonctionnelles au niveau des coûts de production des deux produits (parmesan et porc) ;

- b) la deuxième à trait à la destination des viandes locales vers les produits typiques de qualité défendus par une marque collective AOC ; pour ce produits il n'y a donc pas de compétition directe avec des produits provenant de l'extérieur.

Encore une fois on voit l'importance des relations local-global : en absence des ouvertures internationales, même la dimension locale du complexe serait probablement disparu, avec tous son contenu économique, social et culturel; de l'autre coté le maintien du système local est assuré grâce à l'action des institutions qui permettent de différencier la dimension locale de la production, grâce à la dénomination d'origine contrôlée (DOC ou AOC). La capacité de coordination institutionnelle des acteurs est donc un élément crucial pour le district et le système local, surtout dans un tissu de petites et moyennes entreprises comme dans le cas examiné.

Comme la littérature sur les districts industriels l'a mis en évidence, la coexistence du marché et des institutions organisées par la communauté locale est l'élément fondateur de l'économie de district.

3.6 La troisième transformation : charcuteries

Les entreprises de transformation en charcuteries ont en général moins de 10 employés et sont donc classifié comme artisanales; toutefois, à côté des ces unités, il y a des structures industrielles de dimension moyenne à grande, qui produisent et commercialisent leurs produits avec des marques connues au niveau national et international. En effet dans la zone, sont localisée la première et la troisième entreprise nationale de transformation en charcuteries (respectivement Fiorucci et Unibon) ; en outre un de ces groupes (Unibon) a le leadership national et international dans la commercialisation des jambons AOC (Jambon de Parme) (Fig. 6).

Comme dans les cas précédents, la structure actuelle est le fruit de transformations considérables intervenues pendant les derniers quinze années et qui ont intéressé tant les entreprises privées que les coopératives. C'est le cas par exemple du groupe Unibon, qui est né en 1991 de la fusion de deux grosses coopératives (ACM et CIAM). L'évolution vers l'agrandissement de l'activité est un trait commun de la transformation du système local, face aux défis de la globalisation des marchés et de la concentration de la demande dans les chaînes de distribution modernes.

Ces transformations ont abouti à une contraction du nombre des unités de production les plus petites (jusqu'à 20 employés) et à un renforcement des dimensions moyennes et grandes

La petite production garde encore une place importante, comme il a été signalé plus haut. Ceci est dû à la remarquable division du travail entre les entreprises, avec une forte spécialisation dans une seule phase du procès productif; le système local a comme trait caractéristique la production en sous-traitance, qui contribue à la reproduction de la petite production, en stimulant la naissance de petites entreprises ou en renforçant leur présence sur le marché . Entre les entreprises il y a un réseau de relations interindustrielles pour deux raisons : a) la fourniture réciproque de produits spécifiques indispensables au procès productif; b) l'échange réciproque de produit final, prêt pour la commercialisation, ce qui permet aux une et autres de répondre à la demande de leurs clients. Les entreprises peuvent ainsi satisfaire une demande, souvent très diversifiée sur différents produits, sans renoncer à se spécialiser dans une activité de transformation spécifique. Il est donc évident qu'à la base du système de relations, il y a la confiance dans les compétences professionnelles des concourants ; cette confiance permet aux entreprises de commercialiser des produits avec leur propre marque industrielle, sans en contrôler le procès productif.

Entre les entreprises il y a donc une relation de concurrence et en même temps de collaboration, en suivant un style de comportement typique des districts industriels.

Les transformations examinées ont intéressé aussi la coopération, où le processus de concentration de l'activité dans des gros groupes a été très significatif ; désormais ce sont les coopératives qui contrôlent les structures de transformations les plus importantes au niveau local et national dans l'ensemble de l'activité considéré ; c'est au secteur coopératif qu'appartient le

principal groupe de transformation en charcuterie ; et s'est au même groupe coopératif appartient aussi la principale usine d'abattage et découpe (Italcarni), cela souligne la forte présence de la coopération dans le contrôle de la filière productive et du système local.

En ce qui concerne les relations avec les marchés internationaux, l'Italie destine à l'exportation seulement 13% de la production nationale ; toutefois il est le plus grand exportateur mondial de jambon cru et dans l'intervalle de la dernière décennie, l'Italie a augmenté ses exportations de jambons sur les marchés de l'Union Européenne (la France et l'Allemagne absorbent à peu près 60% des exportations totales). En plus, durant les dernières années la présence sur d'autres marchés a été consolidé (États-Unis, Canada et Japon). L'expansion continue de la production vers les marchés étrangers a aussi augmenté la dépendance envers ces marchés pour les achats de matière première. D'autre côté, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce travail, il y a une présence internationale de l'Italie comme pays transformateur ce qui maintient une forte dépendance pour la production agricole et celle de l'élevage.

3.7 La troisième transformation : autres activités

Deux autres activités ont une grande importance : il s'agit de l'affinage des jambons et de la transformation des graisses, que nous allons présenter rapidement pour compléter le tableau des activités développées sur le territoire (fig. 6). L'affinage occupe la seconde place par les quantités traitées ; cette phase est gérée par de moyennes et petites entreprises, qui mènent cette activité en sous-traitance ; elles se sont installées surtout à la fin des années 1970 et sont situées habituellement en altitude ; l'activité est très simple puisqu'elle consiste dans la maturation du produit à l'intérieur de bâtiments qui assurent une grande circulation de l'air ; la structure des édifices qui se développent en hauteur a limité l'introduction de technologies automatisées. Il s'agit donc d'une activité qui existe grâce à la dénomination d'origine contrôlée (AOC) et qui maintient les traits les plus traditionnels de la production.

L'autre activité est celle de la transformation des graisses est plutôt résiduelle (15% de l'activité) et a comme utilisateurs les industries alimentaires ; elle est très concentrée à l'intérieur de trois entreprises localisées dans un site territorial limité (Bertolini P., Bertacchini A., 1998).

3.8 Le rôle de la coopération et des marques territoriales de qualité

Comme nous avons vu dans les pages précédentes, la coopération et les marques territoriales de qualité ont joué un rôle déterminant pour l'économie du district ; son existence même peut être mise en cause en l'absence de ces deux éléments, qui représentent deux aspects essentiels pour le succès économique du système local.

En ce qui concerne les marques territoriales, on a déjà rappelé l'importance des relations entre le Parmesan et le secteur de transformation des viandes porcines pour le AOC. L'élevage complète l'organisation des fromageries, en permettant l'utilisation des sous-produits et une organisation du travail plus rationnelle ; à son tour, la marque de qualité du Jambon typique de Modène représente la destination des élevages, qui ont un prix nettement supérieur à ceux des concurrents étrangers ou ceux d'autres zones italiennes.

L'importance des marques territoriales de qualité est donc évidente ; à ce propos il faut souligner qu'elle dépasse la dimension locale, puisque les liaisons avec les autres dop du territoire régional sont très importantes, particulièrement le Jambon de Parme, qui absorbe une partie de la viande des élevages locaux ou celle des porcs abattus dans la zone.

Les marques territoriales de qualité ont une importance stratégique aussi pour les synergies positives de soutien réciproque qu'elles permettent de réaliser.

Les marques de qualités locales existaient sur le territoire bien avant de la reconnaissance européenne ; elles ont permis de construire une image de qualité pour la province de Modène entière en construisant un avantage compétitif important au niveau national et international. Mais les anciennes marques indiquent aussi la capacité d'organisation des producteurs de la zone ; grâce à

cette marque territoriale, les producteurs –en général avec des entreprises de petite taille- ont été capables de construire une image collective du produit et de la défendre à l'intérieur d'un marché de plus en plus complexes.

D'un autre côté les marques soulignent la capacité de donner corps à des institutions de contrôle et de valorisation du produit qui, à leur tour, sont rendues possible par la bonne médiation politique entre les intérêts des différents acteurs agissant sur le territoire (producteur agricoles, transformateurs, institutions locales); cela implique aussi une capacité d'organisation hiérarchique, capable de diriger les relations entre les acteurs économiques et institutionnels aux différents stades. La marque collective, en effet, impose la coordination, surtout s'il s'agit d'une marque fondée sur une image de qualité et de savoir-faire traditionnel qui doit être maintenue. Il est aussi évident que la coordination est bien plus difficile si les entreprises sont petites, nombreuses et fragmentés, comme dans le cas de l'économie de la zone, au moins aux origines de l'histoire du district.

Dans ce contexte la coopération a joué un rôle essentiel aux différents niveaux, à partir de la sauvegarde du Parmesan, où la prépondérance nette des fromageries est de type coopératif, ce qui a permis le développement des élevages, qui ont donc leurs racines dans la coopération. Comme nous l'avons vu plus haut, elle a aussi un rôle considérable dans les différentes phases de transformation de la viande avec des structures de production parmi les plus importantes pour les différents produits de la filière.

Enfin, là où opère la coopération, l'agrandissement de la dimension des groupes industriels a été suivi avec l'entretien d'une forte liaison avec le territoire en ce qui concerne les approvisionnement en matière première; ceci a été rendu possible grâce à l'action de défense des consortiums Dop. Dans les entreprises privées le lien avec le territoire local apparaît plus faible, alors que les relations avec les marchés étrangers sont plus forts. Toutefois, les deux segments, privé et coopératif, se renforcent mutuellement à l'intérieur de la dynamique globale du district.

La coopération a donc eu, et garde aujourd'hui encore, une importance qui dépasse ce qui peut apparaître de l'examen des seules données statistiques disponibles.

4. Conclusions

Les changements de l'agriculture italienne induit par la globalisation sont considérables, même si les orientations de développement continuent les transformations suivies dans les années précédentes ; il n'y a aucune inversion de tendance et on relève plutôt une accélération des phénomènes déjà existants dans l'agriculture italienne. Il s'agit d'un résultat qu'on pouvait facilement attendre d'un pays dans lequel le choix de l'ouverture aux marchés internationaux remonte désormais à un demi-siècle, soit depuis l'acceptation du traité de Rome.

Pour l'agriculture et l'industrie alimentaire, les effets de la globalisation en Italie doivent être rattachés en grande partie à l'action communautaire, et notamment aux réformes adoptées suite de la globalisation. Pour le futur, il faut prendre en considération les actions en perspectives de l'UE en vue des prochains accords d'élargissement à l'Est européen et du Millenium Round: en effet il est difficile de penser que ces deux étapes ne conduiront pas à des reformes importantes de la politique de soutien communautaire.

L'impact de la globalisation a eu des effets différents entre zones Centre-septentrionales et Midi; les différences dans les niveaux de développement persistent et elles sont même accentuées par la globalisation. Les disparités structurelles des exploitations agricoles demeurent, avec des entreprises plus petites dans le Midi et moins réactives aux changements en cours. D'autres retards sont relevés dans le Midi pour les productions de qualité, qui représentent un élément distinctif de la production italienne dans l'économie globale. Ceci doit être attribué soit au développement insuffisant de l'activité de transformation sur le territoire méridional, soit à la difficulté d'installation et de décollage d'institutions de mise en relation des producteurs, et qui soient aptes à déterminer et à défendre les produits de qualité. Dans ce sens, la diffusion plus limitée de la coopération a

certainement joué en défaveur de la zone; quelques signaux positifs semblent émerger dans les adresses récentes qu'ils signalent un développement de la coopération dans cette zone aussi et l'adoption d'innovations de produit, comme par exemple les productions biologiques. Actuellement il y a cependant maintien d'une division territoriale plutôt accentuée, comme en ce qui concerne la transformation alimentaire principalement localisée au Nord.

L'évolution de l'agriculture et du complexe agro-industriel italien a porté à une concentration progressive de la production; en agriculture, le nombre des exploitations a très fortement chuté, la surface productive et la production tendent à se concentrer dans les exploitations de plus grande dimension. Cependant, ces caractéristiques coexistent avec une présence importante de la petite production. Dans ce cadre, le seul segment de la filière alimentaire intéressé par un changement radical est la distribution, dominée par des structures modernes (supermarchés et hypermarchés) typiques du modèle centre-européen.

Le maintien de la petite production est pour une grande part dû à la large diffusion de systèmes locaux de production liés aux produits typiques, qui conservent une forte base locale de consommation, même s'ils sont connus et diffusés au niveau international. Ceci a été confirmé dans le cas examiné, celui du district de transformation des viandes porcines.

L'analyse de ce cas a permis de souligner les traits typiques des districts alimentaires italiens; parmi ces traits, nous avons mis en relief la coexistence entre petites et grandes entreprises et leur fonctionnalité réciproque, l'épais réseau de relations entre les acteurs du district, la capacité des opérateurs de la zone à donner corps aux institutions de coordination et de défense de la dimension locale, la coexistence entre dimension locale et globale de la production. En général le cas étudié a montré une bonne capacité d'adaptation du système local à la globalisation. Ce système a été touché par des changements importants, comme dans la structure et l'organisation des entreprises; cependant les transformations ont renforcé l'économie du district et ont généré des retombées économiques positives sur la zone.

En général, dans le cas étudié, le rôle crucial joué par les productions de qualité (doc), a été mis en évidence, au point qu'il serait difficile d'imaginer l'existence même du système local en absence de telles marques, rendus possible grâce à la capacité de dialogue et coordination entre les acteurs opérant à l'intérieur de la filière et du territoire; à ce propos, on a pu mettre en lumière, le rôle très important joué par la coopération dans la promotion des activités du district. La coopération représente un élément crucial de renforcement du système local même pour le futur.

Les faiblesses possibles du système sont de différents types et ils peuvent être distingués entre éléments endogènes et exogènes. Les premières concernent la reproductibilité des variables locales qui fondent l'existence, le renforcement et la reproductibilité du district. Sous cet aspect, ils valent pour le district alimentaire étudié les mêmes considérations expresses pour les autres districts industriels d'autre nature: les éléments endogènes de faiblesse peuvent être représentés par l'incapacité d'innovation ou de gouvernement des adaptations technologiques et organisationnels; par la manque du rechange d'entrepreneurs dans les entreprises familiales de l'agriculture et de la transformation alimentaire; par la difficulté à trouver des travailleurs avec les compétences techniques nécessaires, souvent enracinés dans la tradition locale; par la même reproductibilité de la culture qui garde les traditions dans le contexte de l'économie globale.

Entre les variables exogènes, il assume un rôle crucial la défense des productions de qualité, en particulier à l'intérieur de la négociation internationale de l'OMC. La conception italienne et européenne de la qualité, en effet, apparaît non conforme à celle-là des principaux pays exportateurs qui n'ont pas la richesse des productions traditionnelles typiques de l'Europe. Sur les problèmes de la qualité, même à l'intérieur de l'Union européenne il y a beaucoup de confusion; ils sont présent en effet au moins deux conceptions: l'une identifie la qualité avec la sécurité alimentaire, entendue d'un point de vue sanitaire, réglementée par règles standard, pour rendre transparent et non segmenté le marché; l'autre entend la qualité comme entretien d'un système traditionnel de production et de consommation et tente à segmenter le marché dans une multiplicité de produits hétérogène, uniques et non comparables. Sur les deux terrains d'interprétation de la qualité, il y a

actuellement beaucoup d'incertitude au niveau international, même si sur le premier il est relativement plus facile définir des règles communes de comportement et de certification (on pense aux règles HACCP ou aux règles ISO 9000).

Face à l'internationalisation des marchés, on peut s'interroger sur l'avenir de la politique de qualité centrée sur l'origine (produits du terroir). Jusqu'à maintenant, l'Italie a trouvé dans les pays méditerranéens d'importants alliés dans la défense de ces productions de qualité: d'ailleurs s'est surtout de ces zones que provient la plus grande partie de la production européenne de qualités traditionnelles. De son côté, l'UE a jusqu'à présent favorisé la diversification des productions agricoles et alimentaires et a reconnu les différentes spécificités liées soit à l'origine, soit aux modes de production. Dans la préparation du débat préparatoire des accords internationaux de l'OMC, l'UE a jusqu'à présent conservé et agrandi la protection des indications géographiques⁷. Cependant, dans les cadres du Millenium Round on peut prévoir des nouvelles négociations qui peuvent toucher ce thème, par exemple pour parvenir à la définition d'un système multilatéral de gestion des indications géographiques.

En plus, pour ces produits, un autre problème concerne la reproductibilité des organismes de renforcement économique (coopération, marques collectives, politiques de coordination des acteurs, etc.). Comme nous l'avons vu dans le cas étudié, ceux-ci jouent un rôle essentiel dans l'entretien des productions de territoire de qualité et des systèmes locaux, très souvent centrés sur petites et moyennes entreprises; les marques collectives de qualité ont une fonction très importante en assurant une visibilité dans des marchés complexes. Sur ce terrain le débat international n'a pas encore rapproché la question du rôle des organismes de défense économique, de ses limites et de ses possibilités d'action; par exemple il peut se trouver un problème de compatibilité entre organismes de coordination et règles antitrust. Au niveau italien, quelques importants produits DOP ont déjà été l'objet d'accusations et de sanction de la part de l'organe antitrust national pour un comportement non conforme à la concurrence.

Les défis à relever sont donc encore nombreux pour pouvoir faire face, dans le contexte global, à la compétition avec des systèmes de production, des règles, des modèles de développement et des cultures économiques profondément différentes, mais destinées à une confrontation de plus en plus serrée. Ce qui est important, c'est que dans cette comparaison l'Italie, avec les autres pays de l'UE, soit prête à défendre ses propres voies de développement, compte tenu des différences exprimées par les divers contextes locaux. Sous cet aspect le défi de la qualité, et surtout de la qualité des produits du terroir, à dénomination géographique, représente un pari très important pour l'Europe dans le but de garder et de renforcer ce patrimoine de variété qui la caractérise et la distingue comme une expérience unique dans le panorama des pays les plus développés.

⁷ Par exemple, dans le GATT l'accord ADPIC ("Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle touchant au Commerce"), qui garantit la protection internationale des droits de propriété intellectuelle, est un élément important pour la protection des indications géographiques (Chambres d'Agricultures, 1999 et 2000).

Tab 1 – Indicateurs de l'agroalimentaire nationale (valeurs en milliards de lires courantes, emploi en 000 d'unité de travail standard)

		1980	1990	1999
Totale production agroalimentaire (agriculture et transformation) *	P	87228	70.359	102.108
Dont : Production agricole (à prix de base)	PA	29610	68.482	85.797
Import	(I)	28332	31.554	43.177
Export	(E)	10250	13.620	29.637
Import net	(I-E)	18.082	17.934	13.540
Commerce totale	(I+E)	38.582	45.174	72.814
Consumes intérieure (estimations)	(C=P+I-E)	105.310	116.175	115.648
Degré d'auto-provisionnement %	(P/C)	82,8	84,6	88,3
Propension à importer %	(I/C)	27,2	27,2	37,3
Propension à exporter %	(E/P)	11,8	13,9	29,0
Degré moyen d'ouverture %	((I+E)/(C+P))	20,0	21,1	33,4
Solde normalisé %	((E-I)/(E+I))	-46,9	-39,7	-18,6
Degré de couverture commerciale %	(E/I)	36,2	43,2	68,6
Emploi agricole	NA	2.961	2.231	1.371
Productivité par emploi Agriculture	VAA/NA	7,5	18,2	42,9
Emploi industrie alimentaire	NAA		487,6	483,4
Productivité par emploi transformation alimentaire			61,0	89,5
Emploi agricole sur emploi total	NA/N	13,51	9,55	5,93
* inclus les consumes intermédiaires agricoles, Va industrie alimentaire, distribution et restauration, contributions à la production et investissements agro-industriels				

Source: élaboration sur données Inea

Tab.2 - Production brute par zones territoriales (millions de lires, prix 1990)

Produits/zones	1989-91	1995-97	Var%	1989-91 (%)	1995-97 (%)
Nord-ouest	12495910	13723840	9,8	21,8	23,2
Nord-est	15761041	15791113	0,2	27,6	26,7
Centre	8152722	8148722	0,0	14,3	13,8
Midi	20795406	21491145	3,3	36,4	36,3
Italie	57205079	59154820	3,4	100,0	100,0
dont:					
Céréales	5.442.222	6279241	15,4	9,5	10,6
Cult. Industrielles	2929795	2372840	-19,0	5,1	4,0
Fleurs et plantes	2537194	3078127	21,3	4,4	5,2
Patates et végétales	9326073	9239996	-0,9	16,3	15,6
Agrumes	1812280	1745108	-3,7	3,2	3,0
Fruits	4572010	4518086	-1,2	8,0	7,6
Transformation Vins	5660612	5332148	-5,8	9,9	9,0
Transformation Olive	2422982	2516593	3,9	4,2	4,3
Viande	13334708	14535787	9,0	23,3	24,6
Lait	6883647	7027137	2,1	12,0	11,9
Oeuf	1413221	1490862	5,5	2,5	2,5
Autre	870335	1018895	17,1	1,5	1,7
Totale	57.205.079	59154820	3,4	100,0	100,0

Source: élaboration sur données Ismea

Tab. 3 – Exploitations agricoles dans les différentes régions

	Exploitations 1999	Exploitations Aziende 2000	Variation 2000/1990	Dim moyenne 1999
Piemonte	194.078	120.262	-38,0	9,2
Vallée d' Août	9.180	6.537	-28,8	22,0
Lombardie	132.160	75.206	-43,1	12,0
Ligurie	72.479	43.961	-39,3	4,6
Nord-ouest	407.897	245.966	-39,7	9,6
Trentino A.A.	63.504	61.641	-2,9	17,4
Vénétie	224.704	192894	-14,2	5,8
Frioul V.G.	57.848	35.474	-38,7	8,5
Emilia Romagna	150.736	110.014	-27,0	11,4
Nord-est	496.792	400.023	-19,5	9,3
Toscane	149.741	144.349	-3,6	11,9
Umbrie	58.551	57.371	-2,0	11,8
Marche	80.832	65.218	-19,3	9,8
Latium	238.269	221.674	-7,0	5,2
Centre	527.393	488.612	-7,4	8,5
Abruzzes	106.780	82.682	-22,6	7,5
Molise	41.415	34.656	-16,3	8,3
Campanie	274.862	253.791	-7,7	3,6
Pouilles	350.604	342.161	-2,4	4,6
Basilicate	83.355	83.952	0,7	10,1
Calabre	211.962	197.914	-6,6	5,4
Sicile	404.204	373.144	-7,7	4,7
Sardegne	117.871	114.853	-2,6	17,4
Midi	1.591.053	1.483.153	-6,8	6,1
Italie	3.023.135	2.617.754	-13,4	7,5

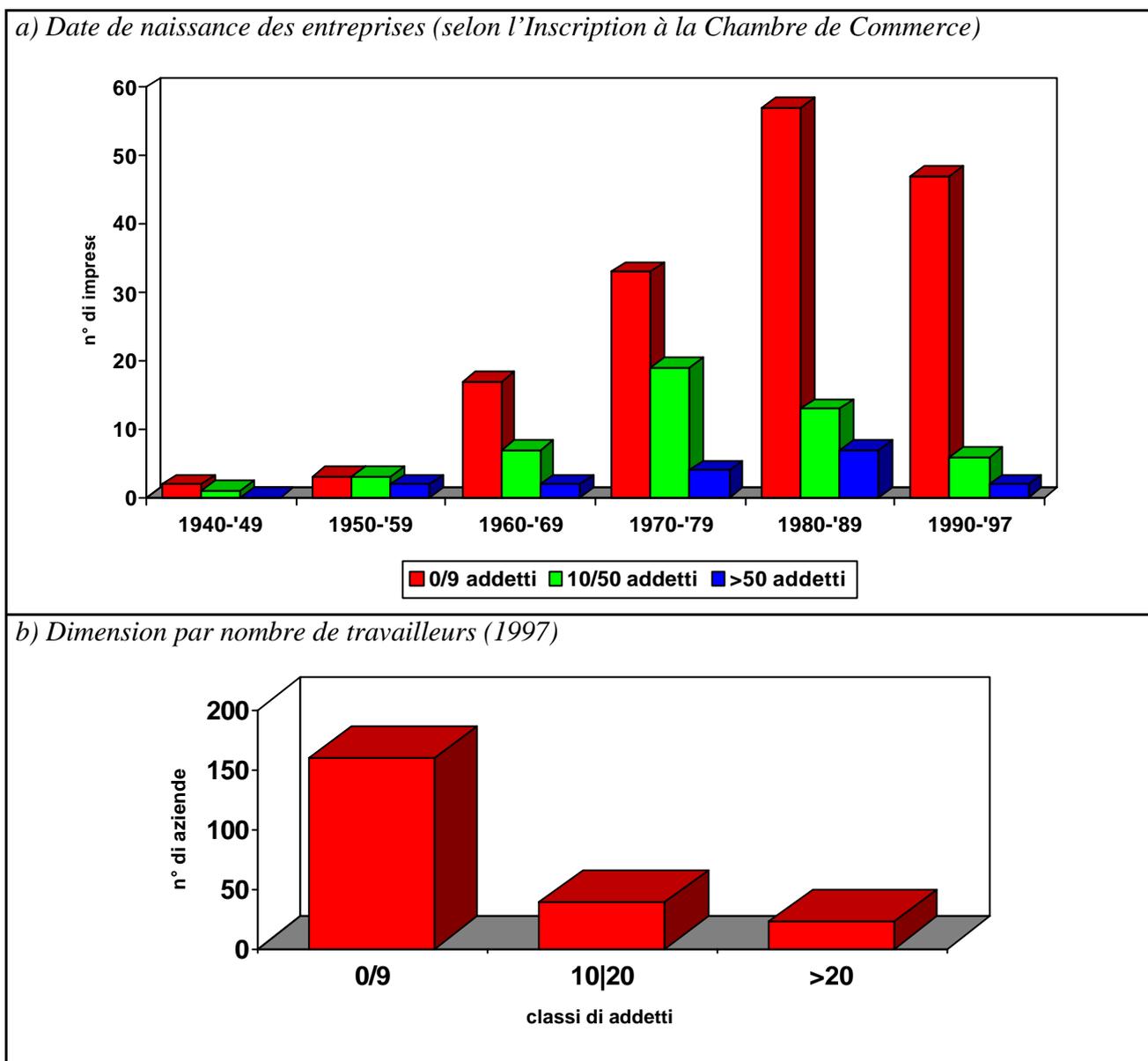
Source: Istat

Tab. 4 – Coopératives et Associations des producteurs par circonscription

	Coop ANCA-LegaCoop				Associations	
	Nombre (1997)	variat.% 1997/94	Facturé (mrd lire)	variat.% 1997/94	Nombre (1995)	Variat. % 95/90
Nord-Ovest	122	-24,7	850	43,2	89	8,5
Nord-Est	403	-17,9	5.424	24,5	84	20,0
Centro	279	-9,7	971	13,7	103	30,4
Sud	194	1,0	426	31,9	219	63,4
Isole	322	-1,2	648	43,0	49	25,6
Società nazionali	3	0,0	327	14,7		
Totale	1323	-10,8	8.646	26,0	495	35,6

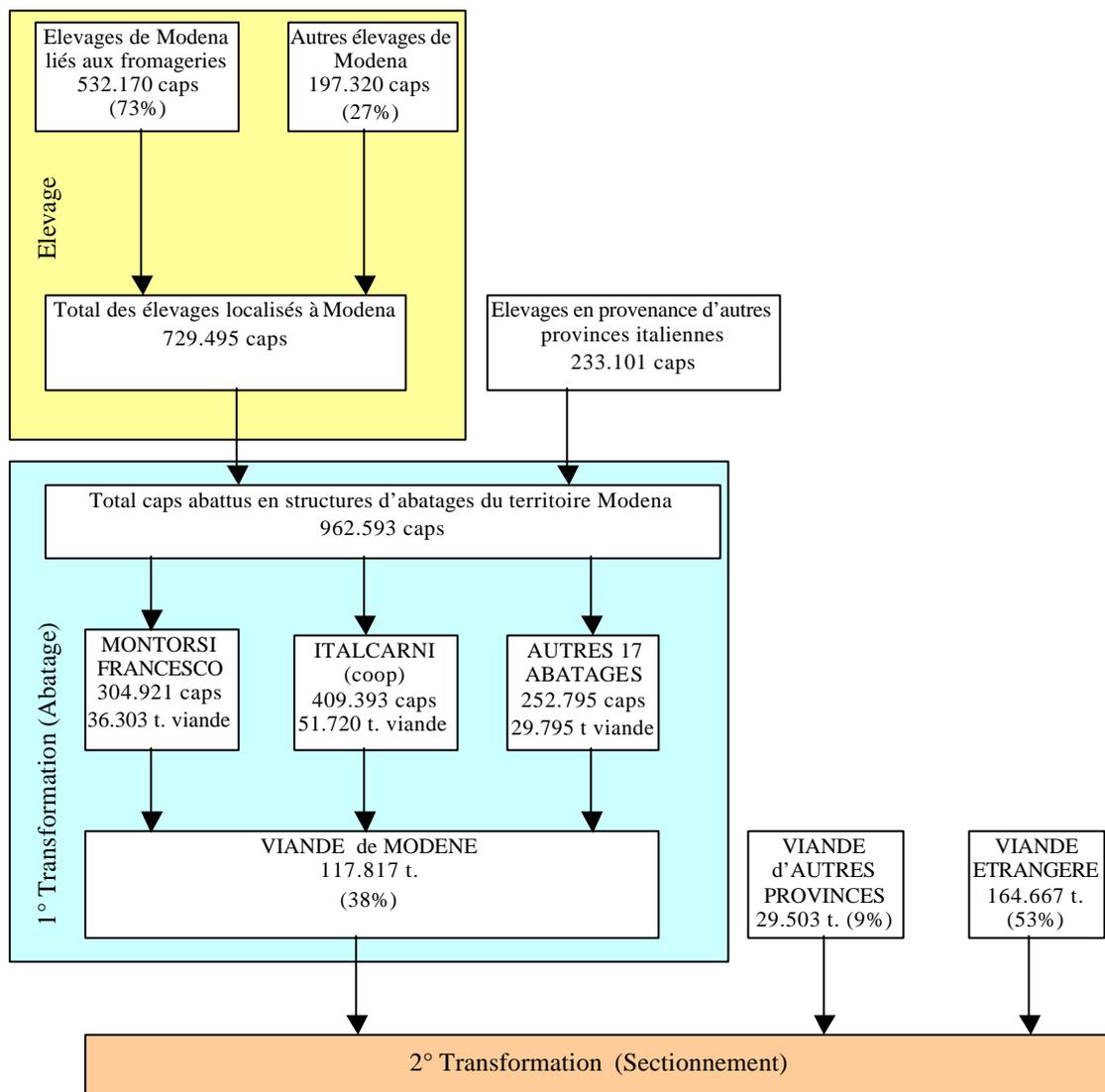
Source: elaboration sur données INEA

Fig 1 – Caractéristiques des entreprises de transformation viande porcine (Modena, 1997)



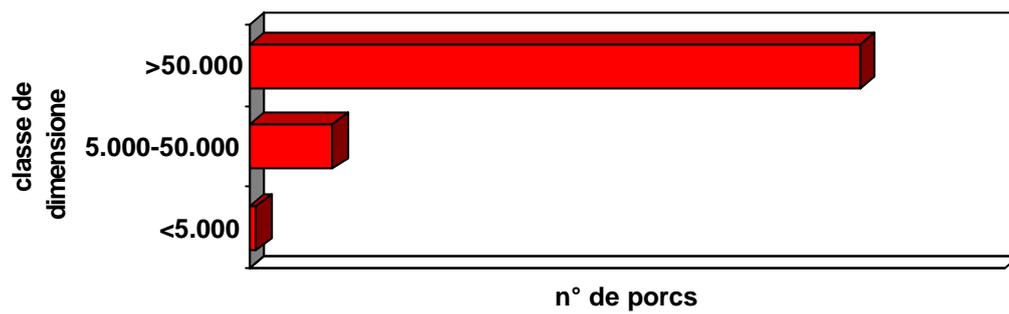
Source: élaborations sur données Chambres de Commerce, Industrie et Agriculture de Modena.

Fig 2 - Structure de l'activité d'abatage et parcours des porcs et de la viande ('95)



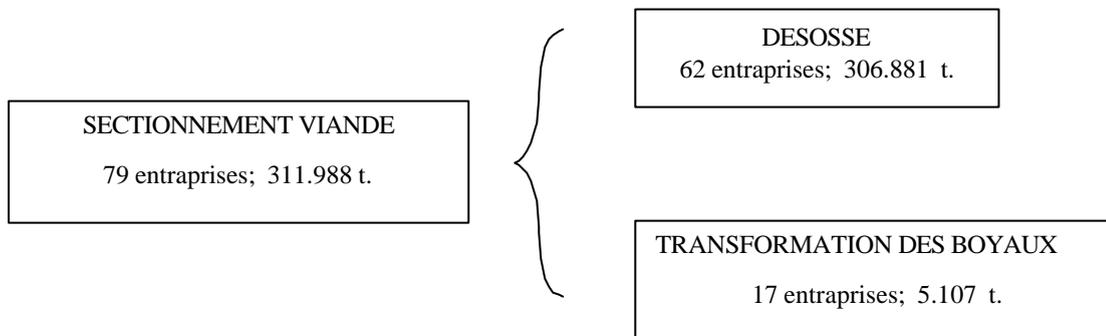
Source: élaboration sur SISVET

Fig 3-Activité des abatages par dimension ('95)



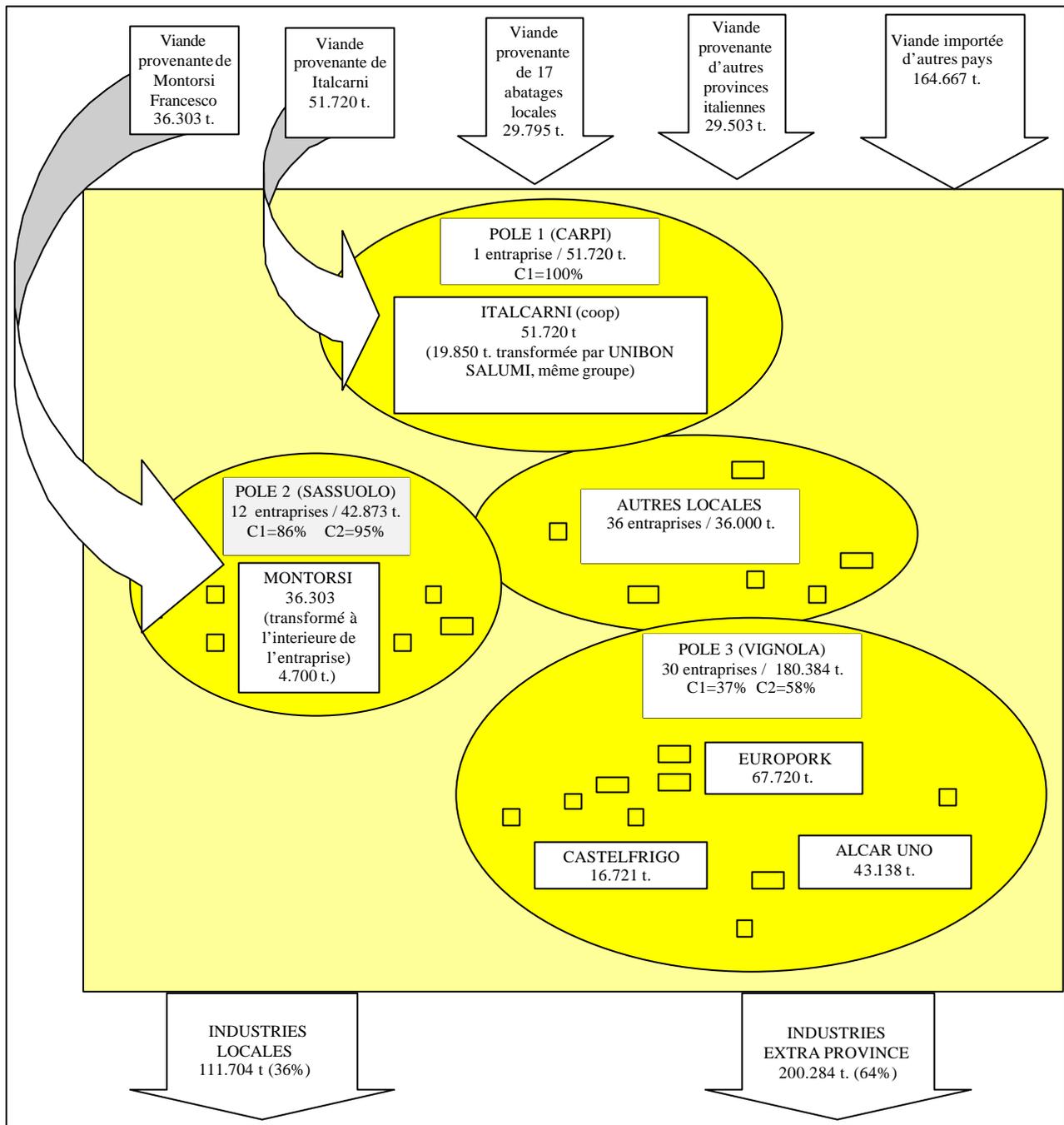
Source: élaboration sur données SISVET

Fig 4 - Activité de sectionnement de la viande ('95)



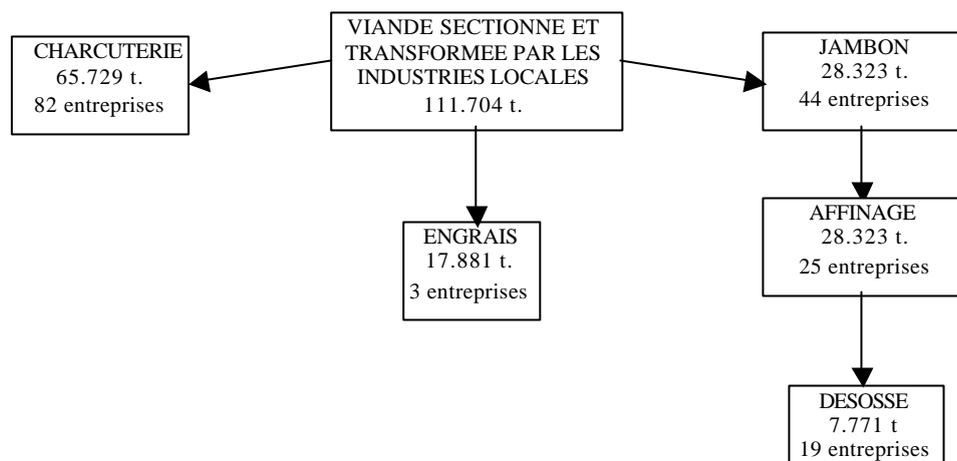
Source: élaboration sur données SISVET

Fig 5 - Structure de l'activité de sectionnement* ('95)



* C1= degré de concentration dans le premier groupe; C2 = degré de concentration dans le deux premier groupes
 Source: élaboration sur données SISVET

Fig. 6 - Attività locale de 3° transformation et autres activités ('95)



Source: elaboration sur données SISVET

Bibliographie

- Becattini G., Rullani E. (1993), "Sistema locale e mercato globale", in *Economia e politica industriale*, n. 80
- Becattini G. (2000), *Dal distretto industriale allo sviluppo locale*, Bollati Boringhieri, Torino
- Berni P., Begalli D. (a cura di) (1997), *I prodotti agroalimentari di qualità: organizzazione del sistema delle imprese*, Mulino, Bologna
- Bertolini P. (1998), *Il sistema agro-alimentare in provincia di Modena*, in AA.VV., "Rapporto sulla situazione economica e sociale della provincia di Modena", Associazione Mario del Monte, Modena
- Bertolini P., Bertacchini A., *Il distretto di lavorazione carne suina in provincia di Modena*, Materiali di discussione del Dipartimento di Economia Politica, n. 239, 1998
- Bertolini P. (1988), "Produzioni Doc e difesa delle economie locali: il caso del parmigiano reggiano", in *La questione Agraria*, n. 30
- Brigo L., Fiorani L., Gatti S. (1992), "Un esempio di distretto agroalimentare: l'attività di trasformazione della carne suina nel modenese", *La questione agraria*
- Bureau J.C., Marette S., Schiavina A. (1998), "Le barriere non tariffarie e l'informazione dei consumatori sulla qualità dei prodotti: il caso delle controversie commerciali tra l'UE e gli USA sui prodotti alimentari", *Questione Agraria*, n. 69
- Casati D., Banterle A. (1999), "Le tipicità alimentari italiane nel terzo millennio: salumi e formaggi", *Economia Agro-alimentare*, n. 2
- Carbonari F., Soprzzetti C., *L'evoluzione della struttura dell'industria alimentare italiana*, Rivista di politica agraria, 1996
- Cesaretti G., Mariani A., Sodano V. (1994), *Sistema agroalimentare e mercati agricoli*, Il Mulino, Bologna
- Chambres d'Agriculture (2000), *Les signes de qualité et d'origine*, n. 884
- Chambres d'Agriculture (1999), *L'agriculture biologique*, n. 874
- Commissione Europea (1998, 1999), *La situazione dell'agricoltura nell'Unione Europea*, Ufficio delle Pubblicazioni Ufficiali delle Comunità Europee, Luxembourg
- CNEL (1998), *Rapporto 1997 sull'agricoltura*, Roma
- Cupo C., Cupo P. (2000), "Mercato globale e mercati locali", *Economia Agro-alimentare*, n.2
- Fanfani R., Montresor E. (1998), *Istituzioni ed imprese nel percorso di sviluppo dei sistemi locali di produzione agro-alimentare*, *Questione Agraria*, n. 69
- Fanfani R., Pecci F. (a cura di) (1992), *I sistemi di produzione della carne in Europa*, Franco Angeli, Milano
- Fonte M. (1999), "Sistema alimentare, modelli di consumo e percezione del rischio nella società tardo moderna", *Questione Agraria*, n. 76
- Garofoli G. (2000), "Il ruolo dei distretti industriali in Italia e in Europa", in Quadrio Curzio A., Fortis M. (editors) (2000), *Il made in Italy oltre il 2000*, Il Mulino, Bologna
- Idse-Cnr (1999), *Trasformazioni strutturali e competitività dei sistemi locali di produzione*, Angeli, Milano
- Inea (1999), *Annuario dell'agricoltura italiana*, Il Mulino, Bologna
- Inea, (2000 a), *Annuario dell'agricoltura italiana*, Il Mulino, Bologna
- Inea (2000 b), *Il commercio con l'estero dei prodotti agroalimentari- 1999*, Inea, Roma

Inea (2000 c), *L'agricoltura italiana conta*, Inea, Roma 2001
Ismea (1999), *L'Italia e la sfida della competizione globale*, Roma,
Ismea (1999), *Il sistema agro-alimentare europeo e la sfida della competizione globale*, Roma
Ismea, Filiera carni, Different Years
Ismea (1997), *Struttura e localizzazione dell'industria alimentare italiana*, Roma
Istat (2000), *Rapporto annuale. La situazione del paese nel 1999*, Istat, Roma
Istat (1999), *Indagine sulla struttura delle aziende agricole- 1998*, Istat, Roma
Istat (1997), *I sistemi locali del lavoro 1991*, Istat, Roma
Lungaresi A. (1993), *Il sistema agroalimentare della Padania*, Franco Angeli, Milano
Malassis L., Ghersi G. (1995), *Introduzione all'economia agroalimentare*, Il Mulino, Bologna
Nava P. (1989), *Il paese dei salami*, Rosenberg & Sellier
Oecd (2000), *Agricultural Outlook 2000-2005*, Oecd, Paris
Oecd (2000), *National Accounts of OECD Countries, 1988-1998*, Parigi
Oecd(1999) , *Economic Accounts for Agriculture*, Paris
Pieri R., Venturini L., *Strategie e competitività nel sistema agroalimentare: il caso italiano*, FrancoAngeli, 1995
Quadrio Curzio A., Fortis M.(editors)(2000), *Il made in Italy oltre il 2000*, Il Mulino, Bologna
Traù F. (1999), *La questione dimensionale nell'industria italiana*, Il Mulino, Bologna